

Éducation/Publication des résultats du BEPC, session 2018 Les résultats toujours attendus

AJT

Libreville

DES va-et-vient devant les centres d'examen. Des responsables d'établissements en alerte depuis des heures. Des élèves anxieux et impatients en quête d'une probable information sur les délibérations. C'est dans cette atmosphère quelque peu grisâtre que nous avons rencontré hier, à Libreville, quelques-uns des 36 067

candidats libres et officiels ayant pris part à l'examen du Brevet d'études du premier cycle (BEPC), session 2018, sur l'ensemble du territoire national.

Et pour cause, la publication des résultats du BEPC, initialement prévue pour hier vendredi 13 juillet 2018, se fait toujours attendre. Au lycée d'application Nelson Mandela, le secrétariat du BEPC, contacté, confiait avoir achevé sa part de travail. « Pour ce qui nous concerne,



Photo : SNN

Les candidats effectuant des va-et-vient hier dans les centres d'examen à Libreville.

nous sommes prêts. Nous avons fini notre part, désormais nous attendons le mot d'ordre de la Direction générale des examens et concours, seule habilitée à

nous donner l'ordre d'afficher des résultats », a confié à "L'Union", l'un des responsables.

Au collège capitaine Ntchoréret, de même que dans plusieurs autres établissements de Libreville, Owendo et Akanda, les résultats sont également attendus.

Il faut dire qu'à l'heure de notre bouclage, les nombreuses tentatives à joindre le directeur général des examens et concours, Marc Kaba, sont restées

vaines.

Pour l'heure, moult questions demeurent et les rumeurs ne manquent pas en pareille circonstance. « A cette allure, il faut attendre lundi au moins ». « Mon neveu, élève à Mabignath, m'a dit que la publication des résultats est reportée au 23 juillet. Mais avec les menaces des enseignants et des autres fonctionnaires, on n'est sûr de rien », note une parente d'élève rencontrée hier dans un de ces centres.

Lutte contre l'insalubrité

"Bye bye waste" poursuit son combat contre les ordures

SNN

Libreville/ Gabon

DÉCIDÉE à mener une lutte acharnée contre les nombreux tas d'immondices qui jonchent les coins et recoins de plusieurs villes à travers le pays, et Libreville notamment, l'équipe de l'Ong Bye Bye Waste (Au revoir les déchets, en français) a récemment effectué une vaste opération de nettoyage de la plage dite "Pont Mpira", au quartier Glass, dans le

4e arrondissement de la commune de Libreville.

Vaillants soldats de la lutte contre l'insalubrité, les membres de cette association ont débarrassé le site de tous ses déchets. Plus intéressant, une sorte de tri était opérée entre les différents types d'ordures, afin d'isoler les plastiques. Car, comme l'a précisé la présidente de ladite structure, Juliana Zang, l'ambition de Bye Bye Waste « est et reste avant tout la promotion de la protection de l'environnement, en réduisant de façon considérable



Photo : SNN

L'équipe de Bye bye Waste à la fin de l'activité.

la pollution par le plastique. »

La structure veut même, à long terme, s'investir dans le recyclage des déchets plastiques à travers, notamment, la création d'ameublements multi-formes. Surtout que l'absence d'une capacité opérationnelle de collecte de déchet et l'ouverture d'un véritable centre de traitement et de valorisation de ce type de déchets posent encore problème dans notre pays.

La présidente de Bye bye Waste a félicité l'équipe de

bénévoles et des membres de l'ONG ayant pris une part active à cette énième sortie de leur mouvement. En attendant le prochain rendez-vous fixé dans les prochains jours.

Occasion pour l'équipe de Bye Bye Waste de lancer un appel à l'endroit des populations gabonaises, afin que les uns et les autres s'investissent dans la lutte contre la prolifération des ordures de tout type, en vue de redonner à nos cités un visage plus attrayant.

L'ONG CDQ en campagne de sensibilisation

P.M.M

Libreville/Gabon

DANS le cadre de leurs activités, les membres de l'ONG Comité de développement des quartiers (CDQ) ont procédé à l'assainissement de certains quartiers de Libreville (Avéa 1,2,3, cité Mebiame sud et Nord, Sotega...). Cette action vient en appui à la journée citoyenne, célébrée tous les premiers samedi du mois. Ainsi, déployés depuis

plusieurs jours dans le 2e arrondissement, les membres de cette Ong ont curé les caniveaux et désherbé certaines habitations dites à risque. Le but de cette semaine citoyenne étant, entre autres, de renforcer au plan local les activités initiées dans la lutte contre le paludisme.

« Cette action vient répondre au souci constant des populations d'avoir un cadre de vie sain. Aussi cadre-t-elle avec les objectifs pour le développement



Photo : Prissilla Moussavou Mouly

Les populations des quartiers visités ont été sensibilisées aux questions d'hygiène et de salubrité autour des habitations.

durable (ODD) initiés par les Nations unies, notamment la lutte contre le paludisme, et l'assainisse-

ment du milieu de vie des populations sous-intégrées », a indiqué Blaise Bito'o bi Ndong, président de cette l'ONG.

Par ailleurs, les populations des quartiers sillonnés ont également été éduquées sur la gestion des ordures. Elles ont été invitées à changer de mentalité en matière d'hygiène.

« Les populations ont le devoir de bien gérer les ordures ménagères, d'assainir leurs propriétés. Elles déclinent cette responsabi-

lité et remettent tout sur le dos de l'État. Nous sensibilisons les populations au changement de comportement. C'est en adoptant des bonnes habitudes d'hygiène que nous pourrions avoir des habitations salubres », a souligné Claudette Massolou, chef du service national d'hygiène publique.

Ces activités se poursuivent et s'achèvent ce week-end dans la zone de l'échangeur de Nzeng-Ayong avec une opération de désherbage.

Carnet santé

Les soins palliatifs : un remède aux souffrances des derniers jours

A l'échelle mondiale, les besoins en soins palliatifs continueront d'augmenter, à cause du fardeau croissant des maladies non transmissibles et du vieillissement des populations. Cette note des experts à l'occasion du premier forum sur les maladies non transmissibles, tenu ce 5 juillet 2018 à Libreville, donne l'occasion de s'interroger sur la question des soins palliatifs au Gabon : qu'est-ce que c'est ? A quoi servent-ils ? Qui a droit à ce traitement ?

« Il s'agit de soins qui ne visent que le confort du malade souvent en phase de fin de vie. L'objectif des soins palliatifs est de prévenir et de soulager la souffrance psycho-

logique ou les douleurs physiques, les symptômes inconfortables telles que les nausées, la constipation, l'anxiété », explique Dr Fernand Ngomanda. Entendons donc une prise en charge d'un patient en fin de vie ou en situation critique, reposant sur l'accompagnement par le personnel médical et même des membres de la famille, en plus de molécules de morphine et autres produits. En plus clair, les soins palliatifs sont requis pour bon nombre de maladies, dont les affections chroniques, évolutives ou incurables en vue d'améliorer la qualité de vie du malade et celle de son entourage. Sont particulièrement concernées, les maladies cardio-

vasculaires (38,5%), les cancers (34%), le diabète (4,6%) et le Sida (5,7%). Pour qu'ils se révèlent efficaces, il faut les envisager à un stade précoce de la maladie. "Il faut les débiter le plus tôt possible afin d'améliorer la qualité de vie du patient", reprend le Dr Ngomanda.

Si nombreuses sont des personnes qui s'accordent à dire que les soins palliatifs ont un impact considérable sur l'amélioration de l'état du malade, l'accessibilité à cette prise en charge reste assez limitée. Une étude de l'OMS datant de 2012 a révélé à cet effet que 16 des 22 pays d'Afrique francophone ne disposent d'aucun professionnel de santé spé-

cialisé dans les soins palliatifs, axés sur le traitement de la douleur et l'amélioration de la qualité de vie, et pourtant chaque année dans ce pays, 912 000 personnes environ, dont 214 000 enfants ont besoin de tels soins. Au Gabon, depuis 2013, des efforts sont accomplis dans ce sens : désormais des sessions de formation aux soins palliatifs sont organisées pour la prise en charge des patients atteints de cancer, notamment au centre de cancérologie d'Angondjé. Une avancée assez considérable, il faut le noter.

Toutefois, beaucoup reste à faire : le manque de formation et de sensibilisation des personnels de

santé, pour la plupart discourtois, l'accès aux antalgiques – tels la morphine et d'autres molécules – qui restent assez onéreux alors que les intéressés ne disposent pas d'une sécurité sociale adéquate (la CNAMGS ne prenant pas en charge certains médicaments) ou n'existent pas sur le territoire national (hormis au marché noir, avec tous les risques que cela suppose). Les hôpitaux n'offrant pas de soins palliatifs aux patients incurables, renvoient le plus souvent ces derniers à "attendre la mort en famille". Enfin, les pénuries répétitives de médicaments sont parfois cause de complications chez certains malades.